



## **Brèves d'inFOS février 2023**

### **Tournées de services :**

- Dans le cadre de la préparation des mouvements de grèves contre la réforme des retraites des 19, 31 janvier et sept février 2023, FO DGFIP 84 a participé à des HMI en intersyndicale avec Solidaires Finances Publiques 84 et la CGT Finances Publiques 84. La section était notamment représentée à Cavaillon le 17 janvier 2023, à Vaison la Romaine et à Monteux. Une HMI s'est également tenue à la cité administrative le 24 janvier 2023. Les échanges ont permis de constater que nos collègues rejettent massivement ce projet. ils s'opposent à l'augmentation du nombre d'annuités pour bénéficier d'une retraite à taux plein et n'ont pas envie de prendre deux ans fermes !

FO DGFIP 84 relaie l'appel de son syndicat national et invite les personnels à d'ores et déjà se réunir pour organiser leur participation massive aux initiatives visant à mettre la France à l'arrêt à compter du 7 mars pour gagner le retrait définitif d'un projet injuste et infondé.

- Par ailleurs, le neuf février, la délégation FO a rendu visite aux collègues du SDIF Avignon afin d'évoquer les difficultés quotidiennes de ce service confronté à la fois au transfert des taxes urbanismes, matière complexe, et à l'arrivée de nouvelles applications informatiques qui fonctionnent en mode dégradé pour l'instant. En d'autres termes, ils sont et vont être surchargés de travail alors que, même si le service dispose d'un collègue de l'équipe de dépannage, il manque un inspecteur et un contrôleur au SDIF ! Le syndicat national FO DGFIP a également relayé les difficultés des SDIF dans l'ensemble du réseau lors d'un groupe de travail Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) - Géomètres du Cadastre du 20 janvier 2023.

### **Deuxième convocation du CSAL le 14 février 2023 :**

Ce CSAL était convoqué suite au rejet par l'ensemble des syndicats du projet d'organisation des services de la DDFIP durant les travaux de rénovation de la cité administrative d'Avignon lors du précédent CSAL du deux février dernier.

L'essentiel de cette réunion était consacré à ce projet. La délégation FO était composée de Mireille COMPAGNAT (suppléante) et Christian PERNOT (titulaire).

La question de l'emport des documents pendant les travaux a de nouveau été évoquée. La Direction a rappelé que la possibilité d'accéder à des dossiers une fois par semaine dans les locaux en travaux n'était pas garantie.

En ce qui concerne les travaux de peinture, la Direction a expliqué que, dans la mesure du possible, ils seraient réalisés avant le retour des collègues dans les bureaux.

Au SIP Avignon, suite à l'intervention de FO, l'administration a reconnu que les collègues de la partie recouvrement seraient séparés entre deux étages pendant les travaux . Cette situation va générer un sentiment d'isolement au sein de ce service. De plus, la Direction a précisé que des cloisons amovibles seraient installées pour que les collègues du recouvrement temporairement installés dans des boxes ne soient pas dérangés par les usagers.

La question des parkings a été évoquée. L'administration a rappelé que des places étaient réservées pour les agents à la préfecture (CHABRAN, 49 places pour la DGFIP qui ne sont pas toutes occupées) et au parking de la gare (70 pour les ensembles des agents de la cité administrative mais toutes occupées).

Elle a précisé que celui de la cité administrative pourrait être neutralisé des journées entières pendant les travaux ! De plus, pour les agents qui n'ont pas de priorité particulière (ceux qui n'utilisent pas leur véhicule personnel pour des raisons professionnelles ou qui ne sont pas chargés d'assurer l'accueil des usagers) il y aura seulement 70 à 80 places disponibles réparties selon le principe du premier arrivé premier servi entre les différentes administrations de la cité. FO a précisé que cette situation allait générer de l'angoisse puisque ceux qui ne trouveront pas d'emplacement disponible le matin seront obligés de tourner en ville pour se garer (sachant que les places gratuites ne sont pas légion et que le parking payant, c'est plus de 20 € par jour). Combien de temps vont-ils tourner ? A quelle heure vont-ils pointer ? ! FO a demandé que l'administration recherche des places supplémentaires pendant les travaux de rénovation. D'une manière générale, la Direction n'a pas de réponse à apporter aux questions soulevées sur les parkings pour l'instant !

En ce qui concerne le télétravail , la Direction affirme qu'il ne serait pas obligatoire pendant les travaux. Pour rappel, dans son message de vœux aux agents, le DDFIP avait précisé que le recours au télétravail pendant les travaux de rénovation serait accru. L'administration nous a expliqué qu'il resterait fondé sur le volontariat, tout comme le travail en tiers lieu. Toutefois, compte tenu des circonstances (bruit pendant les travaux et manque de places de parking, manque d'espace dans les bureaux), FO DGFIP 84 tient à alerter les collègues sur le risque qu'un certain nombre d'agents de la Cité administrative soit contraint, dans la pratique, d'aller travailler ailleurs, dans les tiers-lieux, ou en télétravail . **Ces modes de travail s'imposeront très certainement à bon nombre d'agents de la cité administrative pendant la durée des travaux, ces derniers préférant du télétravail en lieu et place de conditions de travail en présentiel dégradées.**

### Questions diverses :

Indemnité carburant : FO a relayé les difficultés rencontrées par les collègues chargés de répondre aux questions des usagers. Le temps moyen de traitement entre le remplissage et le versement de l'indemnité n'est pas aussi rapide que prévu. Dans ces conditions, les demandeurs déposent de nouvelles demandes ou appellent les services, générant un surcroît de charges de travail pour les agents.

Situation au SDIF de Vaucluse : La délégation a signalé que les agents de ce service perdent patience et sont moralement fatigués. Ils appréhendent l'intégration de nouvelles missions dans leurs services et n'ont pas de visibilité sur la masse de travail qui va arriver au SDIF.

FO a énuméré quelques exemples de tâches supplémentaires qui attendent nos collègues :

- Du fait de changement d'application informatique (SURF remplace LASCOT), il n'y a pas eu de relance pour les permis de construire depuis plus de six mois. Bonjour la masse de travail sur les bureaux lorsque ces relances seront faites !
- Le déploiement de l'application Gérer Mes Biens Immobiliers (GMBI), qui conduit les contribuables à renseigner eux-mêmes des données sur leurs biens immobiliers, s'accompagne d'un

ensemble de questions. En effet, son utilisation est complexe. Il faut, par exemple, distinguer pour un même local une surface de plancher, une surface habitable et une surface taxable. La matière est trop complexe pour que l'usager se passe des agents du SDIF pour remplir ses déclarations. De plus, les collègues s'interrogent sur la possibilité de procéder aux corrections desdites déclarations, pour les contribuables qui, par méconnaissance, commettent des erreurs en leur défaveur. En effet, lorsque les déclarations étaient déposées papier, les agents du SDIF chargés de la saisie pouvaient intervenir pour leur proposer de les rectifier. Ils n'auront plus cette possibilité désormais. Ces modifications de process Métiers apparaissent donc inéquitables et pénalisantes pour les contribuables.

- Par ailleurs, les nouvelles applications informatiques fonctionnent en mode dégradé. Ainsi, pour l'instant, EVALOC, qui constitue le nouveau réceptacle des déclarations foncières dématérialisées déposées par les usagers, ne les intègre pas automatiquement dans MAJIC, qui permet à nos services de les consulter. Il faut donc les intégrer manuellement !

Si vous ajoutez à ces difficultés le transfert des taxes d'urbanisme, vous comprenez le désarroi des agents du SDIF de Vaucluse !

- Travaux à Cavaillon : Les représentants du personnel ont demandé des détails sur l'organisation des services pendant les travaux au CDFIP de Cavaillon. La Direction a précisé qu'ils seraient achevés fin 2023. Elle a également précisé qu'un espace de co-working destiné aux agents de la DDFIP serait installé.

Pour rappel, le CDFIP de Cavaillon intégrera dans ses locaux des agents du Centre d'information et d'Orientation de l'Education Nationale à l'issue des travaux.

D'une manière générale, FO DGFIP 84 s'inquiète de l'évolution de nos CDFIP. Ils deviennent des cités administratives qui ne portent pas leur nom. Cela laisse présager la gestion interministérielle de l'ensemble des fonctionnaires d'État par les préfets.